

**31 janvier ( ? ) - 2 février - 28 février ( ? ) : actions incontournables**

*Le mardi 31 janvier 2006 devait débiter à l'assemblée nationale le débat sur la loi de programme pour la recherche. Condamnant le contenu de ce projet de loi, les organisations soussignées appellent les personnels et les étudiants à se rassembler et à manifester. Elles veulent un autre projet prenant en compte les propositions de la communauté scientifique.*

**Dernière minute : Communiqué de l'Intersyndicale Recherche-Enseignement supérieur du 23 janvier – 16 h 30**

**LOI SUR LA RECHERCHE REPORTEE A LA FIN FEVRIER**

*Nous venons d'apprendre que le gouvernement a demandé à l'assemblée nationale de reporter d'un mois le débat sur le projet de loi de programme pour la recherche. Si l'assemblée nationale confirme demain matin ce nouveau calendrier, nous reporterons les actions envisagées le 31 janvier à la fin février.*

**DECLARATION SNESUP-UNEF**

L'enseignement supérieur et la recherche, les étudiants et les personnels, sont mis au régime de la pénurie des moyens, d'un horizon bouché, d'une démocratie étouffée.

L'UNEF et le SNESUP constatent avec inquiétude que le gouvernement tourne le dos aux objectifs (pourtant encore affichés) d'élévation du niveau des connaissances, de démocratisation dans l'accès et la réussite dans l'enseignement supérieur. Après une refonte de l'architecture des formations tournant le dos aux objectifs proclamés d'ouverture scientifique, professionnelle et internationale, le gouvernement instaure et fige une véritable « double peine » pour les étudiants : déjà précaires dans leurs conditions de ressources durant leurs études, ils se voient « précariser » à nouveau et pour 2 ans lors de leur entrée dans la vie active. **Le CPE pèsera** sur les conditions de travail, les garanties statutaires de tous les salariés. : il propose un avenir bouché ! **Nous en demandons le retrait.** Faut-il rappeler qu'en 94 un projet de Balladur avait déjà été retiré sous la pression d'une importante mobilisation, en particulier des jeunes.

La brutale **diminution des postes aux concours** du CAPES et de l'agrégation vient confirmer ce mépris pour les formations, les qualifications, l'emploi. L'UNEF et le SNESUP appellent à amplifier les protestations, pour **rétablir les recrutements** à la hauteur des exigences posées par exemple par la crise sociale de novembre dernier.

Associé à ce dispositif, le gouvernement en reste à des mesures sélectivement injustes quant à l'accès aux formations, accentuant encore leurs inégalités. Les mesures annoncées d'égalité au rabais présentées comme une discrimination positive, ne s'inscrivent pas dans la multiplication et l'ouverture des parcours de réussite, mais figent les inégalités et les exclusions. Quant aux stages, ils doivent être intégrés dans la formation et définis de manière réglementaire en concertation avec les intéressés.

Quant au projet de loi sur la recherche qui vient ces jours-ci en débat à l'assemblée nationale, outre qu'il tourne le dos aux propositions élaborées avec tous les acteurs- chercheurs, enseignants du supérieur, étudiants, ... et la société civile- il organise une véritable explosion du système français public de recherche fortement articulé avec l'enseignement supérieur. Les dispositions les plus structurantes (ANR, AII,...) mises en œuvre hors le cadre législatif, tout comme la précipitation aventureuse qui entoure la constitution des PRES, hors de tout cadre législatif et réglementaire en sont une illustration. Le forçage que les pouvoirs publics organisent (rapport de l'IGAENR, pressions diverses...) introduit une véritable et dangereuse « course au PRES » qui privilégie des effets de taille d'établissements sur les convergences et coopérations scientifiques et pédagogiques.

L'UNEF et le SNESUP, avec l'intersyndicale et avec SLR s'investissent pleinement dans les manifestations et grèves prévues pour les 31 janvier et 2 février pour l'emploi, les salaires et les services publics.

Paris le 20 janvier 2006

**COMMUNIQUE COMMUN DES  
ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA  
FONCTION PUBLIQUE  
CGT – FO – FSU – CFDT - UNSA**

Au lendemain de la réunion salariale avec M. Christian JACOB, les organisations syndicales font le constat que le compte n'y est pas : leurs exigences d'augmentation de la valeur du point d'indice pour un réel maintien du pouvoir d'achat pour tous, et de la refonte de la grille indiciaire n'ont pas eu l'écho gouvernemental attendu.

Les organisations syndicales récusent la globalisation que le ministre prétend faire entre les dossiers salarial, statutaire et social.

Elles ont la volonté de négocier séparément les trois.

Le refus gouvernemental de répondre sur les salaires implique une mobilisation des personnels.

**Les organisations syndicales décident de réagir ensemble pour les salaires et la refonte de la grille indiciaire, par une journée d'actions, le jeudi 2 février 2006, dans l'ensemble de la Fonction publique : grève, manifestations, ...**

\* \* \*

**Les fédérations de l'Education, FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Education,** s'inscrivent dans l'appel intersyndical Fonction Publique à une journée d'action avec grève et manifestations le 2 février.

Parce que la semaine d'action qu'elles avaient décidée en commun s'inscrit totalement dans la défense et la transformation d'un service public de qualité pour tous et partout, elles appellent donc les personnels de l'éducation et de la recherche à faire grève et manifester ce jour là pour les salaires et le pouvoir d'achat, pour l'emploi, contre les suppressions de postes, contre la précarité et pour la défense du service public d'éducation.

**Le SNESUP appelle à la grève le 2 février  
et lors du débat à l'assemblée sur le pacte**